

L'inflation va rester au-dessus des 5% jusqu'à la fin 2023 en France, selon l'OFCE

Latribune.fr

L'inflation restera élevée jusqu'à la fin de l'année 2023 dans l'Hexagone, entre +5,5% et +6,5%. Il faudra attendre fin 2024 pour la voir refluer aux alentours de 3%, d'après l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Cette forte hausse générale des prix à la consommation devrait affecter aussi bien le pouvoir d'achat des ménages que la croissance du PIB français et le niveau de chômage du pays.

page 6

Mauvaise nouvelle pour les Français : la hausse générale des prix à la consommation n'est pas prête de s'arrêter cette année, si l'on en croit l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). L'inflation devrait ainsi osciller entre « 5,5% et 6,5% » avant de refluer aux alentours de 3% fin 2024, a indiqué cet organisme de recherche indépendant, dans ses perspectives économiques, publiées ce jeudi 13 avril.

Lire aussi L'inflation ralentit en France en mars mais les prix de l'alimentaire continuent de grimper (lien : <https://www.latribune.fr/economie/france/l-inflation-ralentit-en-france-en-mars-mais-les-prix-de-l-alimentaire-continuent-de-grimper-957339.html>)

L'inflation resterait ainsi autour de son niveau actuel. Elle s'est établie à 5,6% sur un an en mars, selon une première estimation de l'Insee, après 6,3% en février et 6% en janvier.

Baisse attendue du pouvoir d'achat

Conséquence de cette augmentation des prix, le pouvoir d'achat des ménages devrait baisser de 1,2% entre 2022 et 2024.

« « La hausse des salaires nominaux n'est pas suffisante pour compenser la hausse de l'indice des prix à la consommation », entraînant de fait une baisse du pouvoir d'achat, a confirmé Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévisions de l'OFCE. »

Lire aussi Pour ou contre : faut-il une hausse générale des salaires face à l'inflation? (Jonathan Marie face à Sylvain Bersinger) (lien : <https://www.latribune.fr/economie/france/pour-ou-contre-faut-il-une-hausse-generale-des-salaires-face-a-l-inflation-jonathan-marie-face-a-sylvain-bersinger-955501.html>)

Et ce, « malgré les mesures fiscales déployées » par le gouvernement, comme la suppression de la taxe d'habitation portant sur la résidence principale ou la disparition définitive de la redevance audiovisuelle.

Une majorité de Français (68%) a d'ailleurs déjà changé ses habitudes de consommation en raison de l'inflation galopante de ces derniers mois, selon l'Insee. Parmi eux, plus de 40% ont décidé de consommer moins de produits alimentaires. Une proportion importante (30%) a

décidé de changer plus souvent de magasins pour faire des courses. Et d'autres ont changé de gammes de produits ou ont mangé plus souvent chez eux.

Lire aussi Inflation : deux tiers des Français ont changé leurs habitudes de consommation (lien : <https://www.latribune.fr/economie/france/inflation-deux-tiers-des-francais-ont-change-leurs-habitudes-de-consommation-955350.html>)

La croissance affectée...

Autre conséquence directe, « un découplage apparaît entre, d'un côté le comportement des entreprises qui investissent, restockent et embauchent, et de l'autre des ménages qui réduisent leurs consommations et leurs investissements pour faire face à leur baisse de pouvoir d'achat », constate l'observatoire dans sa note.

La croissance de l'économie française serait ainsi limitée à 0,8% en 2023, selon l'OFCE, soit un peu moins que les 1% anticipés par le gouvernement, mais davantage que le 0,6% estimé par la Banque de France (lien : <https://www.latribune.fr/economie/france/la-banque-de-france-revise-a-la-hausse-ses-previsions-de-croissance-pour-la-france-955794.html>). En 2024, elle rebondirait à 1,2% d'après l'OFCE, une projection identique à celle de la Banque de France.

Pour l'Observatoire, la croissance resterait soutenue par la demande intérieure. Elle serait en revanche plombée par le commerce extérieur (lien : <https://www.latribune.fr/economie/france/en-fevrier-la-france-reduit-encore-son-deficit-commercial-958167.html>), dont le déficit a battu un record en 2022. Ce déficit, dû pour plus de la moitié aux prix élevés de l'énergie, entraîne un « besoin de financement actuel de la nation ». Celui-ci est « à un niveau historiquement élevé, comparable à celui du deuxième trimestre 2020, au moment du premier confinement, ou à celui de 1982, avant le tournant de la rigueur », pointent les chercheurs.

... Tout comme le chômage

Enfin, l'OFCE s'attend à une remontée du chômage à 7,9% en France, à la fin de l'année 2024, contre 7,2% actuellement - son plus bas niveau depuis 15 ans (lien : <https://www.latribune.fr/economie/france/le-chomage-tombe-a-7-2-fin-2022-son-plus-bas-niveau-depuis-15-ans-951704.html>). L'institution prévoit une « baisse de l'apprentissage », ainsi qu'une « hausse de la durée du travail », qui a diminué depuis la crise sanitaire.

A l'heure actuelle, le marché de l'emploi surprend par sa vigueur, avec un million d'emplois créés en France depuis 2019. Parmi eux, 70% sont liés au développement massif de l'apprentissage, aux effets des mesures de soutien public aux entreprises et à la réduction de la durée du travail, avec un chômage partiel persistant dans certaines industries électro-intensives comme la métallurgie. Environ 30% du million d'emplois restent inexpliqués, indique par ailleurs l'OFCE.

(Avec AFP)